



Intervention syndicaleS

N° 6 - DECEMBRE 2024

ÉDITO : Le gouvernement Barnier est tombé – par 331 voix (ce qui veut dire que les « défections » espérées ou dénoncées par avance au PS n’ont pas eu lieu) s’étant portées sur la motion de censure du NFP à l’Assemblée nationale.

Le gouvernement Barnier est tombé : c’est une défaite de Macron et de la V^e République.

Le gouvernement Barnier est tombé : c’est la victoire de qui ? Le RN et divers commentateurs, alors que ce n’est pas sa censure qui a été votée, vont dire que c’est lui, pour pouvoir continuer la même politique : baisse des salaires réels, non abrogation de la réforme des retraites, casse des services publics, accélération en klaxonnant vers la catastrophe climatique.

En réalité cette chute, permise par le RN qui a parrainé et appuyé ce gouvernement tout au long de sa brève existence, est préventive, car l’irruption des larges masses va commencer demain 5 décembre.

Le sens de la chute de Barnier va donc s’éclaircir à partir de demain, dans quelques heures : la grève de masse des écoles et des services publics, qui est en train de réaliser l’unité de tous les syndicats, sera le coup de semonce d’une poussée sociale affrontant ce régime, son président et leurs gouvernements quels qu’ils soient.

Attention : dans l’immédiat, la constitution de la V^e République permet, comme on l’a déjà vu pendant deux mois cet été, de maintenir un gouvernement démissionnaire « gestionnaire des affaires courantes », qui ne pourra certes imposer aucun budget, mais dont les « constitutionnalistes » débattent déjà pour voir s’il aurait le pouvoir de légiférer ...par ordonnances !

Le 5 décembre, grévistes et manifestants doivent pouvoir l’exprimer, vont l’exprimer : la démocratie, c’est l’abrogation absolue des mesures de ce budget de guerre antisociale, comme la suppression de plus de 4000 postes d’enseignants dont 3150 dans les écoles ; la démocratie, c’est le contraire de ce qu’était le gouvernement Barnier nommé par Macron et parrainé par Le Pen ; la démocratie, c’est un gouvernement s’appuyant sur la majorité relative la plus importante, celle du NFP ; la démocratie, c’est la sortie de la V^e République, par le départ de Macron non pour des élections présidentielles, mais pour une Assemblée Constituante !

La dynamique démocratique qui conduit à cela sera la poussée de luttes sociales qui s’engage, le 5 décembre pour sauver les services publics, l’école publique, la santé publique, les 10 -12 décembre pour stopper tous les plans de licenciements et stopper la privatisation du fret SNCF. En effet, ils sont minoritaires, illégitimes, battus, mais c’est leur politique qui s’applique : la lutte sociale doit et va devenir politique, pour que ce soit la majorité sociale réelle et ses besoins qui déterminent le pouvoir politique.

suite page 2 .../ ...

SOMMAIRE :

- Edito : pages 1 et 2
- Orange box - Grève et occupation en plein coeur de Paris page 2
- Réunion publique du 11 décembre 2024..... page 2
- International : Déclaration de l’Union des syndicats professionnels de Géorgie page 3

Grève massive demain : dans les Assemblées générales, décidons de stopper la catastrophe « budgétaire » et le sabotage de tous les services publics en train d'être organisé par les sommets de l'État !

Préparons la grève tous ensemble, le 12 décembre, pour imposer la démocratie !

**Gouvernement NFP Castet !
Macron ça suffit : à bas la V° République !
Démocratie ! Constituante !
Préparons la grève tous ensemble,
le 12 décembre, pour imposer la démocratie !**

le 4/12/24 VP



Salle du Jeu de Paume

PS : La légitimité de l'exigence d'un gouvernement NFP et de la majorité relative des députés NFP de l'Assemblée nationale est donc la suivante : seul un gouvernement NFP pourrait satisfaire l'urgence ultra-majoritaire des salaires, des retraites et des services publics ; seul un gouvernement NFP serait donc un gouvernement conforme à la démocratie, et pas seulement en raison de sa majorité relative à l'Assemblée nationale, mais en raison de ce qu'elle traduit : une majorité beaucoup plus grande pour les salaires, les retraites et les services publics, contre Macron et la minorité qui confisque le pouvoir.



GREVE ET OCCUPATION EN PLEIN COEUR DE PARIS

Elles ou ils sont Russes ou Ukrainiens, travaillent comme guides sur Paris pour la société Orange Fox Bikes et sont en grève depuis le 23 octobre dernier. L'objet de leur colère ? Tout simplement être déclaré et payé au moins au SMIC qui n'est pas respecté ! Face au mépris de leur direction, qui dirige l'entreprise depuis l'étranger, qui a d'abord menacé de les faire expulser dans leur pays en guerre puis a voulu les remplacer, Elles et ils occupent désormais leur lieu de travail à Paris dans le 2^{ème} où sont stockés les vélos loués ou utilisés pour les visites.

Outre leur action résolue, la médiatisation de leur lutte et le soutien politique et syndical, en particulier de la CGT, a permis l'intervention de l'inspection du travail et d'obliger l'employeur à reprendre langue avec eux par l'intermédiaire de son avocat... On peut passer en journée les soutenir au 32 rue Feydeau et, mieux, verser à leur caisse de grève. Elles ou ils comptent également participer à la manifestation prévue le 14 décembre pour les droits des sans-papiers... en espérant obtenir la victoire d'ici là !

LD

dernière minute : des nouvelles plutôt réjouissantes de cette grève publiées hier par la CGT parisienne du commerce : « *L'occupation a pris fin ce matin avec la saisie des locaux et des biens de l'entreprise à la demande de l'inspection du travail.*

Les administrations (DRIEETS et URSSAF) ont manifestement pris très au sérieux les problèmes que les salariés grévistes ont exposés.

La lutte va se poursuivre mais sous d'autres formes, notamment juridiques. Nous remercions, au nom des grévistes, tous les camarades CGT qui se sont rendus disponibles pour assurer une présence permanente sur l'occupation et les très nombreux soutiens qui se sont exprimés de différentes façons.

Les salariés continuent la grève, la caisse reste ouverte et les dons toujours les bienvenus.»

Nous vous informerons des suites du mouvement dès que les grévistes en auront décidé.

de notre correspondant

La rédaction d'Aplusoc et plus particulièrement les camarades investis dans la confection du bulletin

Interventions Syndicales vous invitent à une réunion Zoom :

- Mercredi 11 décembre 2024 à 19H

Heure: 11 déc. 2024 07:00 PM Paris

Participer Zoom Réunion

<https://uso6web.zoom.us/j/88030163746?pwd=Q9Ja4QYejJIKC4UQLeTwbCHiyKNtz.1>

ID de réunion : 880 3016 3746

Code secret : 251218



L’Union des syndicats professionnels de Géorgie déclare qu’il n’y a pas d’alternative à l’intégration européenne, c’est la volonté inébranlable du peuple géorgien inscrite dans la Constitution géorgienne. Les autorités et chaque membre de la société ont l’obligation et la nécessité vitale de concentrer leurs efforts sur une intégration rapide dans l’Union européenne.

Jusqu’à présent, chaque progrès du pays dans des directions différentes est lié au processus d’intégration européenne, et chaque défi qui inquiète la population de notre pays ne peut être résolu qu’en introduisant des normes européennes, avec une large participation du public. C’est pourquoi nous pensons que la décision du gouvernement de refuser d’ouvrir les négociations jusqu’en 2028, ainsi que le nom du candidat à la présidentielle qu’il a désigné, auraient dû être connus du public avant les élections.

Nous considérons que seule l’intégration européenne permettra d’assurer le bien-être de la société, la sécurité sociale, un emploi décent et, en général, une protection et un respect inébranlables des droits humains.

Nous condamnons catégoriquement l’excès évident de force de la part des forces de l’ordre, qui s’est manifesté par la violation des droits des représentants des médias et des participants aux manifestations, y compris par la violence physique. Nous pensons que chaque auteur et toutes les personnes responsables doivent être identifiés et tenus responsables immédiatement.

Il est également nécessaire de prévenir les actes de violence et de vandalisme contre les forces de l’ordre de la part des personnes impliquées dans la manifestation.

L’Union des syndicats professionnels de Géorgie est prête à fournir une assistance juridique à toutes les personnes dont les droits du travail seront violés en raison de l’exercice de la liberté d’expression ou d’autres droits légaux.

Syndicat professionnel des travailleurs des transports et de la route de Géorgie

Syndicat des métallurgistes, des industries minières et chimiques

Syndicat ferroviaire

Union des syndicats professionnels d’Abkhazie

Syndicat Professionnel des Travailleurs du Métro

Syndicat Professionnel des Énergéticiens

Union professionnelle des travailleurs de la connectivité

Syndicat Professionnel des Travailleurs Médicaux, Pharmacie et Protection Social

Union professionnelle des marins

Syndicat Professionnel des Bâtisseurs et Travailleurs Forestiers

Syndicat professionnel des travailleurs du secteur des services, des services publics et des banques

Syndicat professionnel des travailleurs de l’industrie pétrolière et gazière

Union professionnelle des fonctionnaires

Union professionnelle de l’art, des médias, des institutions culturelles et éducatives, des travailleurs du sport et du tourisme.

Syndicat libre des enseignants et des scientifiques de Géorgie (SPMTP)